

Introduction

Le Système des Nations unies au Gabon mène un certain nombre d'actions et appuie des projets dans des domaines variés et à des niveaux d'intervention différents. Le Groupe d'Etudes politiques et de Défense (GREPOD), laboratoire scientifique rattaché au Département d'Etudes politiques et de Défense (DEPOS) de l'Institut de Recherche en Sciences humaines (IRSH), a été retenu pour mener une « **Enquête sur la perception publique de l'action du système des Nations unies au Gabon** ».

L'étude a pour but de mesurer le degré de connaissance par les Gabonais des activités initiées, soutenues ou financées par les différentes agences onusiennes installées au Gabon. Il s'agit de recueillir l'avis des populations gabonaises sur la portée de ces projets dans différentes localités. *In fine*, ce travail doit déboucher sur des recommandations susceptibles de constituer, pour le Système des Nations unies, des leviers permettant de mieux ajuster les diverses formes d'activités réalisées dans le pays. Ces ajustements visent à rendre l'action des Nations unies plus efficiente et accessoirement plus visible. Il faut rappeler que le Système des Nations unies (SNU) au Gabon est composé d'Agences spécialisées, de Programmes et de Fonds. Il s'agit de l'OMS, la FAO, le PNUD, l'UNICEF, l'UNHCR, le FNUAP, l'ONUSIDA, l'UNOCA et l'UNESCO.

Les objectifs généraux de l'enquête visent donc à évaluer le niveau de connaissance et de perception que les populations des villes choisies, d'une part, et les personnels des administrations déconcentrées, les responsables des collectivités locales et des Organisations de la Société civile (OSC), d'autre part, ont des actions posées par le Système des Nations unies à travers ses agences spécialisées représentées au Gabon. Il s'agit donc, pour le Système des Nations unies, de disposer d'informations suffisamment affinées pour mieux orienter les actions conformément aux avis ou opinions exprimés par les populations et les divers responsables administratifs et des OSC dans les localités visitées.

Au Gabon, les Nations unies ont pour mission d'appuyer les politiques nationales de développement. Cet appui se fait sur la base d'un certain nombre d'instruments à l'image du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD)¹. Cet appui peut aussi prendre la forme de plaidoyer, de conseil auprès des institutions gabonaises. En d'autres termes, on peut dire que le travail des Nations unies est beaucoup plus dans le technique que dans

¹ Outil stratégique formulé sur une période et visant à promouvoir la cohérence et l'efficacité des interventions du SNU en appui aux priorités nationales du Gabon.

l'opérationnel. C'est donc dans le cadre de l'assistance à un gouvernement que le SNU se déploie dans ce pays. Or, les préoccupations des populations gabonaises peuvent les amener à attendre des Nations unies une aide directe, à l'instar de ce qui fait dans certaines régions d'Afrique. Aussi peut-on observer un décalage entre l'attente des populations vis-à-vis du SNU et les missions de cette dernière. Ainsi, l'examen approfondi de ce constat a pour objet de confirmer ou infirmer ce malentendu. C'est dans ce sens que cette enquête trouve sa justification.

Par ailleurs, dans l'enquête l'emploi du terme « projet » est appréhendé dans le sens restrictif des initiatives concrétisées sur le terrain (route, réhabilitation des écoles, etc.). Quant au terme « action », il est utilisé dans le sens plus large du déploiement du SNU au Gabon, soit auprès des institutions, soit au niveau des populations (plan de développement locaux, appui aux réformes institutionnelles, diverses campagnes de sensibilisation, formation, etc.).

La présente enquête répondra, entre autres, aux questions relatives au niveau de connaissance des populations sur l'action des Nations unies au Gabon, l'appréciation et l'impact de ces actions, les agences des Nations unies les plus connues et les propositions d'orientation des futures actions du Système des Nations unies au Gabon.

I. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

1.1 Sites et techniques de l'enquête

1.1.1 Choix des villes et population d'enquête

- *Le choix des villes*

Les villes dans lesquelles l'enquête s'est déroulée ont été proposées par le Système des Nations unies. Les villes retenues sont : ***Libreville, Oyem, Mouila et Lambaréné***. Dès lors, l'équipe de recherche du GREPOD a élaboré un plan de route.

- *Population d'enquête*

Les termes de référence de l'enquête ont défini les différentes catégories de population cibles. Il s'agit :

- Des fonctionnaires de l'administration publique;

- Des populations urbaines ;
- Des présidents des conseils départementaux et municipaux ;
- Des leaders d'opinion.

Mais compte tenu des modestes moyens logistiques et financiers, l'enquête s'est limitée aux centres urbains, précisément les capitales provinciales suscitées.

1.1.2 Techniques d'enquête et Protocoles de terrain

▪ Techniques d'enquête

L'enquête s'est appuyée sur deux outils de collecte des données : les questionnaires et les entretiens. Les questionnaires étaient destinés aux populations enfin de recueillir les réponses d'un grand nombre de personnes dans un temps assez court. Les entretiens se faisaient avec les fonctionnaires et les responsables des collectivités locales, des administrations déconcentrées et des OSC.

▪ Protocoles de terrain

Pour la récolte des données, l'équipe d'enquêteurs a choisi de procéder de deux manières, en fonction des interlocuteurs. Pour les populations, les enquêteurs, au nombre de dix (10) pour chaque ville, étaient recrutés et formés. A l'issue de la formation, ces équipes se sont déployées sur le terrain afin de remplir, auprès des enquêtés, les questionnaires (Cf. Annexe 2, p. 29) pour atteindre l'échantillon retenu pour chaque ville. Pour le faire, les enquêteurs avaient un délai de deux jours au plus pour remplir leur tâche. A côté des enquêteurs, les coordonnateurs, à leur arrivée dans chaque ville et aidé par un facilitateur local recruté à cet effet, sollicitaient des entretiens (Cf. Annexe 2, p. 30) auprès des autorités, des responsables des collectivités locales (Mairies et Conseils départementaux), des directeurs provinciaux des administrations déconcentrées et les responsables des OSC locales. Ces entretiens avaient pour but de savoir si leur service collabore avec les différentes agences onusiennes ; quels types de projets avaient-ils financé ou réalisé ensemble ? Etaient-ils satisfaits de la collaboration avec le Système des Nations unies ou des projets appuyés ? Et enfin, qu'avaient-ils comme souhaits pour améliorer la qualité des projets réalisés ?

1.2 Déroulement de l'enquête

Cette campagne de récolte des données s'est déroulée pendant onze (11) jours, du 11 au 22 février 2019. Libreville a servi de cadre pour la première phase de l'enquête essentiellement

basée sur une campagne de récolte des données sur le terrain. Puis Oyem, Mouila et Lambaréné ont constitué respectivement la deuxième, la troisième et la quatrième étape de cette campagne.

Schéma 1 : Plan de route



1.2.1 Questionnaires remplis

Pour la campagne de récolte des données de la ville de **Libreville**, nous avons recueillis près de 693 questionnaires remplis. Pour les capitales provinciales que sont **Oyem**, **Mouila** et **Lambaréné**, nous avons recensé un peu plus de 400 questionnaires pour chacune d'elles, soit 1211 pour les trois localités. Au final, pour toute la campagne de récolte des données, l'équipe de recherche du GREPOD a ramené 1905 questionnaires.

1.2.2 Les entretiens menés

Dans la ville de Libreville, les coordonnateurs de l'étude ont rencontré, au niveau du Gouvernorat, le Secrétaire général de province et un chef de service à la Direction provinciale de l'Aménagement du territoire. Ensuite, l'équipe s'est rendue chez les maires des 1^{er} et 3^e arrondissements. Quant à l'Hôtel de ville de Libreville, la rencontre avec le Secrétaire de commune n'a pu avoir lieu en raison de la lourdeur du protocole et davantage de la période marquant le renouvellement des conseils locaux. Par ailleurs, l'équipe a eu des entretiens avec les responsables des OSC que sont :

- *BRAINFOREST*,
- *Cri de Femmes*,
- *L'Agence pour la conservation et le développement en Afrique centrale (ACDAC)*,
- Le président du Conseil National de la Jeunesse et un médecin responsable du Centre de traitement ambulatoire de N'kembo ont été parmi les interlocuteurs privilégiés de cette première phase de récolte de données.

A Oyem, Mouila et Lambaréné, les coordonnateurs ont rencontré les secrétaires généraux de province, les maires, les présidents des Conseils départementaux, les directeurs provinciaux des administrations déconcentrées et les responsables des Organisations non-gouvernementales (ONG) locales.

II. RESULTATS DE L'ENQUETE

2.1. Présentation et Analyses des entretiens

Pour les entretiens, une synthèse a été faite en fonction des entités rencontrées. Cette synthèse regroupe les aspects liés à l'information, la collaboration, l'impact des projets et les souhaits d'amélioration d'appuis multiformes des différentes agences du Système des Nations unies au Gabon.

2.1.1 *Les autorités administratives locales : Gouvernorat*

Dans les villes de Libreville, Oyem, Mouila et Lambaréné, le constat général est que les responsables administratifs provinciaux sont globalement informés des activités menées sur le terrain par le Système des Nations unies. Au-delà du facteur information, le niveau d'implication diffère d'une province à une autre. Dans les provinces du Woleu-Ntem, de la Ngounié et du Moyen-Ogooué, les gouvernorats ont l'information compte tenu du rôle de ces entités administratives dans les provinces. Dans le cas du Moyen-Ogooué par exemple, le Gouvernorat est même associé à l'élaboration des plans de développement locaux (PDL).

Par contre, le Gouvernorat de l'Estuaire ne semble pas être au fait des activités menées par les agences spécialisées dans la capitale. Si dans le passé, les liens² existaient entre les Agences spécialisées de l'ONU et le Gouvernorat de l'Estuaire, ces dernières années les rapports sont quasi-inexistants ou alors très irréguliers. Dans ce cas précis, l'hypothèse est que les services de l'administration centrale (Ministère, Primature, Présidence) sont des interlocuteurs privilégiés du Système des Nations unies au détriment du Gouvernorat de Libreville.

Dans l'ensemble, l'appréciation que les responsables administratifs locaux portent sur les activités des Nations unies est positive. Ils souhaitent seulement que les initiatives qui participent au développement des territoires se multiplient. L'exemple de la route pavée d'*Akom Ayat*, un quartier de la ville d'Oyem, construite avec le soutien du PNUD en est une parfaite illustration de ce sentiment de satisfaction.

² Il y a quelques années, dans le cadre son projet ART GOLD, le PNUD a appuyé les activités d'une association agricole dans la région de Libreville en collaboration avec le Gouvernorat de l'Estuaire.

2.1.2 *Les Collectivités locales*

Les activités menées par le Système des Nations unies au Gabon, par l'entremise de ses agences spécialisées, sont connues par les responsables des Collectivités locales (Mairies, Conseil départementaux) en fonction du degré d'implication de ces dernières dans les projets appuyés par lesdites agences. C'est donc dire que le déploiement des agences onusiennes n'a pas la même implication selon les collectivités locales. Dans les cas du Département de la Douya-Onoye, de la commune de Mouila ou des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements de Libreville, les collaborations sont quasi inexistantes, alors que les Conseils départementaux du Woleu et de l'Ogooué et Lacs ou encore la commune de Lambaréné ont pris l'habitude de travailler avec les agences de l'ONU.

Par ailleurs, il y a la situation des Conseils locaux³ impliqués activement dans la mise en œuvre des projets. Dans ce cas, les responsables des Conseils locaux disent connaître les projets appuyés par le Système des Nations unies au Gabon. Ils estiment que les projets qui font l'objet d'un soutien de leur part ont un impact réel dans le développement des territoires qu'ils administrent.

Ici, c'est davantage la forme de la collaboration qui est l'objet de griefs. En effet, les collectivités locales estiment ne pas bénéficier de toutes les informations au moment où elles sont engagées avec les partenaires onusiens. Les termes de la collaboration ne sont pas souvent explicités au départ, et c'est au fur et à mesure qu'elles découvrent certaines dispositions, les unes aussi contraignantes que les autres. C'est ainsi que les contreparties⁴ de la collaboration sont découvertes tardivement. Cela ne leur laisse pas un temps de réaction important avec une marge de manœuvre raisonnable.

Par ailleurs, elles estiment n'avoir que peu de choix par rapport à un canevas de travail jugé « rigide » pour elles. Les schémas d'appuis utilisés par les agences onusiennes ne laissent pas une grande marge pour les ajustements que le contexte local pourrait imposer. Cette collaboration, bien que positive, permet néanmoins de mettre l'accent sur des points qui sont perçus comme autant de contraintes peu favorables aux collectivités locales.

³ S'agissant du Conseil départemental de l'Ogooué et Lacs et même de la commune de Lambaréné, cette collaboration a débouché sur l'élaboration des plans de développement locaux (PDL).

⁴ Dans les projets de réhabilitation de l'école du village Bellevue dans le Département Ogooué et Lacs (Canton Ngounié-Amont) et du lycée Michel Fanguinovény à Lambaréné, la contrepartie n'a pas été signifiée dès le départ. Cela a contribué à la non-finalisation du projet.

Pour les collectivités locales qui ne travaillent pas directement avec le Système des Nations unies, comme les communes de Mouila⁵ et d'Oyem⁶, elles désirent travailler avec le Système des Nations unies pour un accompagnement dans le cadre des partenariats.

Bien que contrastée, la situation appelle à un certain nombre d'enseignements. L'appui du Système des Nations unies est apprécié positivement. Les souhaits d'orientation sont axés sur une bonne élaboration des contours de la collaboration qui tienne compte des contraintes locales.

2.1.3 Les administrations déconcentrées

Pour cette enquête, quelques administrations déconcentrées ont été approchées en raison de leurs fréquentes collaborations avec les agences onusiennes directement en provinces ou au niveau de leur ministère de tutelle à Libreville. L'enquête a révélé que les administrations déconcentrées avec lesquelles la collaboration est la plus intense sont les directions provinciales de la Santé, de l'Education et de l'Agriculture. C'est ainsi que l'on constate que les projets financés ou soutenus par l'OMS, l'ONUSIDA, l'UNICEF, l'UNESCO et la FAO ont été les plus cités par les responsables administratifs rencontrés.

Dans le domaine de l'éducation, le soutien est nécessaire, puisque les partenaires comblent les insuffisances de l'Etat et les Directions d'Académie Provinciales (DAP) apprécient positivement les actions menées. Mais elles en veulent plus en raison des besoins criards qu'il faut satisfaire pour garantir une éducation de qualité au Gabon.

Souhaits : Associer les directions provinciales dans l'élaboration et l'exécution des projets.

S'agissant du domaine de la santé, il ressort que la collaboration avec les agences de l'ONU participe à la maîtrise, sinon à la diminution de certaines pandémies et à l'amélioration des dispositifs de prise en charge. Dans le cadre des campagnes de sensibilisation ou de vaccination, des campagnes de mobilisation sociales soutenues par les agences onusiennes, l'impact est positif et il se traduit par la baisse du niveau de prévalence pour le cas du VIH-Sida ou par la bonne santé des enfants en ce qui concerne les campagnes de vaccination.

⁵ La mairesse de cette commune déclare ne pas collaborer avec les agences onusiennes.

⁶ A Oyem, c'est par l'intermédiaire de l'ONG ABA'A que la mairie a été associée à une activité appuyée par le FNUAP.

Souhaits : Les directions régionales de santé (DRS) veulent que le ministère de la Santé, à travers ses différentes directions, ne traite pas seul avec les partenaires onusiens, les reléguant ainsi au rôle d'exécutants des projets de leur localité. D'où le souhait pour elles d'être associées à tous les niveaux. De même, elles souhaitent que les ONGs qui s'investissent dans le domaine de la santé puissent informer les services provinciaux correspondants afin d'établir une synergie et mieux coordonner leurs actions. Enfin, les DRS désirent ardemment que l'Etat gabonais retrouve son leadership et prenne ses responsabilités en apportant sa contribution financière pour la réalisation des projets. Cela donnerait plus de crédit au pays face aux partenaires au développement.

En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, c'est la FAO qui est le principal partenaire. Celle-ci contribue essentiellement à la formation et à l'installation des agriculteurs, elle assiste les communautés dans la gouvernance foncière et assure une assistance technique dans les coopératives agricoles. Pour les administrations de ce secteur, les projets sont très bien soutenus par les partenaires. Cela se traduit par la bonne gestion des coopératives et les populations concernées maîtrisent de plus en plus les techniques de semence. Cependant, il arrive souvent que les populations aient du mal à pérenniser les projets après le départ des partenaires dont les appuis sont circonscrits dans le temps.

Souhaits : une formation permanente des populations dans les bassins agricoles est demandée. Une plus longue durée des projets, avec un suivi jusqu'à la récolte pour le cas de certaines cultures est souhaitée. Des assistances financière et technique et des dotations en matériel roulant sont demandées. Enfin, une plus forte implication des directions provinciales dans l'élaboration des projets est également souhaitée.

2.1.4 Les organisations non-gouvernementales

Au Gabon, les Organisations non-gouvernementales (ONG) travaillent beaucoup avec les agences onusiennes pour la réalisation de leurs projets. En fonction des buts des ONGs rencontrées, les collaborations sont établies avec le PNUD, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP et l'UNOCA auprès de qui elles bénéficient de multiples appuis.

Dans l'ensemble, les ONGs expriment un sentiment de satisfaction quant à leur collaboration avec les agences du Système des Nations unies au Gabon, bien qu'il y ait des points à améliorer. D'abord, elles reconnaissent leur disponibilité à chaque sollicitation et se sentent considérées au même titre que les pouvoirs publics. Cette disponibilité se traduit par des

financements et des appuis⁷ multiformes. Ensuite, les projets financés et supervisés par les agences vont à leur terme et atteignent souvent leur objectif. Pour le cas des ONGs du secteur de la santé, elles conviennent que les campagnes de sensibilisation du VIH freinent la prévalence de cette pandémie dans leur localité. Quant à l'ONG *Cri de femme*, elle perçoit l'impact du soutien des agences onusiennes par l'autonomisation progressive des femmes et par leur capacité à concevoir des stratégies de réduction de la pauvreté en initiant des activités génératrices de revenus. Pour les ONGs spécialisées dans la protection de l'environnement comme *Brainforest* et *Muyissi Environnement*, elles se réjouissent de voir les populations s'organiser dans leur zone d'intervention et signaler toute violation du code forestier par les opérateurs économiques de ce secteur d'activité.

Souhais : Dans leur ensemble, les ONGs pensent que la courte durée des projets est un handicap (deux ou trois ans en moyenne), car il n'est pas souvent possible de voir les indicateurs⁸ de performance des projets réalisés. La précarité des financements ne permet pas de mener des actions de grande ampleur. Pour les ONGs provinciales subordonnées à une coordination nationale à Libreville, elles veulent désormais être associées à l'élaboration des projets afin de tenir compte des spécificités des communautés locales. Les ONGs demandent aux agences onusiennes d'intervenir auprès de l'Etat pour l'assouplissement⁹ des conditions de création de coopératives afin de mieux satisfaire aux critères des partenaires, car ces coopératives créent des emplois et luttent contre la pauvreté. La plupart des projets exigent une proximité avec les populations cibles, il est donc indispensable de disposer du matériel roulant.

2.1.5 Leaders d'opinion

Les leaders d'opinion rencontrés reconnaissent que les agences onusiennes, en l'occurrence le FNUAP et l'UNESCO, jouent un rôle important dans la réalisation des missions assignées à cette structure dédiée à la jeunesse. La première s'implique dans la lutte contre les grossesses précoces, les programmes ciblant les jeunes filles et soutient la politique nationale de la jeunesse. Quant à la deuxième, elle s'investit dans l'éducation au Gabon, surtout dans la culture de la paix auprès des jeunes.

⁷ On peut citer l'assistance technique, les équipements informatiques, les fournitures de bureau, les formations des personnels et autres séminaires.

⁸ Dans le cadre des activités de lutte contre les violences faites aux femmes, *L'ONG Cri de Femme* aurait voulu voir si le degré de violence a baissé pendant une période.

⁹ Cas des fiches-circuits à 200.000 FCFA (environ 300 €) exigées pour créer des comptes. Ce qui est très onéreux pour des structures qui ont déjà du mal à fonctionner.

Cependant, leur action n'est pas souvent visible auprès des jeunes pour plusieurs raisons. D'abord, les actions réalisées par les agences de l'ONU installées au Gabon ne sont pas connues du grand public, particulièrement des jeunes. Ensuite, l'Etat n'honore pas souvent ses engagements financiers vis-à-vis de ses partenaires onusiens dans l'exécution des programmes ou des projets destinés aux jeunes. Enfin, il constate avec amertume que l'Etat gabonais ne forme pas sa jeunesse dans les mécanismes de captation des ressources disponibles et encore moins dans l'insertion professionnelle. Aussi, se tourne-t-il vers les agences onusiennes pour solliciter leur concours dans le but de pallier à ces carences.

Souhaits : il est demandé la vulgarisation des programmes des agences des Nations unies au Gabon, susceptibles d'intéresser les jeunes. La formation des jeunes dans la maîtrise des dispositifs permettant la captation des fonds disponibles est aussi souhaitée. L'élaboration par l'Etat gabonais des dispositifs institutionnels qui ont vocation à capter les opportunités dont disposent les institutions internationales pour les jeunes est également souhaitée. Enfin, la nécessité pour le Système des Nations unies de faire un plaidoyer en faveur des jeunes auprès du Gouvernement.

Tableau récapitulatif du degré de collaboration entre le SNU-Gabon et les entités administratives et territoriales.

Appréciations	Niveau d'information	Degré de collaboration	Impact	Souhaits d'orientation
Entités				
Gouvernorats	Dispose de l'information sur les activités du SNU dans la province	Le degré de collaboration est jugé faible	Les projets appuyés ont un impact réel	- Multiplier les actions pour le développement des territoires
Administrations déconcentrées	Dispose de l'information sur les activités du SNU dans la localité	Elles ne collaborent que dans la phase d'exécution des actions ou des projets	L'assistance est jugée positive	- Etre associé en amont dans la phase de conception des actions/ projets - Pérenniser l'assistance
Collectivités locales	Dispose de l'information sur les activités du SNU dans la localité	Le degré de collaboration est jugé faible	Les appuis sont jugés positifs	- Appuyer directement le développement des territoires - être considérées comme des partenaires stratégiques par le SNU au niveau local
ONG	Dispose de l'information sur les activités du SNU dans la localité	Le degré de collaboration est jugé positif	L'impact des projets est positif	- Travailler davantage avec les ONG installées dans les territoires

Leaders d'opinion	Dispose de l'information sur les activités du SNU dans la localité	Le degré de collaboration est jugé positif	Les projets appuyés ont un impact réel	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser les programmes du SNU concernant la jeunesse - Travailler davantage et plus longtemps sur les projets
-------------------	--	--	--	---

2.2. Présentation et analyse des résultats des questionnaires

2.2.1. Mode de traitement des données

Pour le traitement des données, c'est le logiciel *Sphinx*¹⁰ qui a été utilisé. L'objectif est de parvenir à des résultats d'analyse présentés sous forme de tableaux et graphiques qui traduisent bien la réalité des données recueillies auprès des enquêtés.

2.2.2. Présentation et Analyse des résultats

Pour l'analyse des résultats, un tableau ou un graphique de chaque question de l'enquête est présenté, suivi de l'interprétation des données.

Tableau 1 : Répartition de la population enquêtée en fonction du sexe et de l'âge

Ville	Répartition de la population en fonction du sexe et de l'âge						Non réponse	TOTAL
	Sexe							
	Homme			Femme				
	18-34 ans	35-50 ans	51 ans et plus	18-34 ans	35-50 ans	51 ans et plus		
Oyem	83	81	39	84	76	45	0	408
Mouila	97	71	45	60	82	46	0	401
Lambaréné	85	91	32	79	77	38	0	402
Libreville	158	158	65	136	127	49	1	693
TOTAL	423	401	181	359	362	178	1	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

¹⁰ L'utilisation du logiciel *Sphinx* a nécessité plusieurs tâches : Formation au logiciel, élaboration du questionnaire dans Sphinx, saisie des réponses, analyses des réponses, visualisation des tableaux et graphiques, etc. Cette activité a été exécutée en collaboration avec le Laboratoire de recherche sur la Famille, la Santé et le Corps (LAREFSAC) du département de recherche sur les dynamiques sociales et le Groupe de recherche sur les écosystèmes humides (GREH) du département Eau et Climat de l'Institut de recherche en Sciences humaines (IRSH).

Lors de cette étude, 1005 hommes ont été interrogés contre 899 femmes, soit 52,75% d'hommes et 47,19% de femmes. Ce tableau montre qu'il y a un peu plus d'hommes enquêtés que de femmes. Ce léger déséquilibre trouve son explication dans le fait que les femmes ont été moins enclines à participer à l'enquête, principalement dans la commune de Libreville. Dans les villes retenues, les tranches d'âge qui ont plus participé à l'enquête se situent entre 18-34 ans et 35-50 ans, soit un nombre total de 1545, c'est-à-dire 81% de la population d'enquête. L'étude a ciblé la partie de la population la plus active. La ville de Lambaréné a enregistré la participation la moins nombreuse des personnes âgées de plus de 50 ans pour les deux sexes.

Tableau 2 : Répartition de la population enquêtée en fonction du sexe et du niveau d'instruction

Ville	Sexe								Non réponse	TOTAL
	Homme				Femme					
	Niveau d'instruction				Niveau d'instruction					
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	sup	Sans instruction	Primaire	Secondaire	sup		
Oyem	10	18	97	72	16	30	111	44	10	408
Mouila	14	28	110	54	21	26	88	41	19	401
Lambaréné	21	43	96	38	22	45	97	24	16	402
Libreville	9	12	146	186	18	34	118	122	48	693
TOTAL	54	101	449	350	77	135	414	231	93	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Les enquêtés les plus nombreux ont un niveau d'instruction du secondaire (soit 45,30%), suivi de ceux du supérieur (soit 30,50%). Par contre, ceux désignés sous l'expression « sans instruction » sont les moins nombreux à avoir été enquêtés, soit 6,9%. De façon générale, les hommes ayant participé à l'enquête sont plus instruits que les femmes en tenant en compte de tous les niveaux d'instruction. La tendance globale s'inverse pour le niveau primaire où les femmes sont plus nombreuses que les hommes. La conclusion qui s'impose est que le taux de scolarisation va au-delà de 90% au Gabon, au moins dans les villes visitées.

Tableau 3 : Répartition de la population enquêtée en fonction de la situation professionnelle

Ville	Sexe								Non réponse	TOTAL
	Homme				Femme					
	Situation professionnelle				Niveau d'instruction					
	Agent public	Privé	Sans emploi	Retraité	Agent public	Privé	Sans emploi	Retraité		
Oyem	65	42	75	16	49	40	93	15	13	408
Mouila	40	75	67	20	33	54	75	16	21	401
Lambaréné	15	58	102	16	13	61	97	10	30	402
Libreville	80	102	134	22	65	79	133	13	65	693
TOTAL	200	277	378	74	160	234	398	54	129	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Dans les situations professionnelles retenues pour l'enquête, les sans-emplois viennent en première position (40,73%). Cela peut donner des indications sur le taux de chômage qui touche une bonne partie de la population. Les femmes sans-emplois sont un peu plus nombreuses que les hommes (soit 20,9% pour les femmes contre 19,9% pour les hommes). Toutefois, si on cumule les agents publics et ceux du privé, le chiffre obtenu dépasse celui des sans-emplois (45,72 %).

Tableau 4 : Connaissance des Nations unies par la population enquêtée

Ville	Niveau de connaissance des Nations unies				Non réponse	TOTAL
	Sexe					
	Homme		Femme			
	Oui	Non	Oui	Non		
Oyem	178	22	171	35	2	408
Mouila	193	20	154	32	2	401
Lambaréné	153	47	134	55	13	402
Libreville	315	54	234	74	17	693
TOTAL	839	143	693	196	34	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Dans l'ensemble, les populations enquêtées connaissent l'Organisation des Nations unies (82%). Cependant, c'est près de 18% des enquêtés qui déclarent ne pas connaître les Nations unies. Ce taux interpelle tout de même, car c'est presque 1/5^e de la population d'enquête qui ignore l'existence de l'Organisation mondiale. C'est dans la commune de Lambaréné où on rencontre la proportion la plus élevée des personnes ignorant l'ONU (26%). En général, cette situation peut trouver son explication dans la part réservée à l'enseignement de ces questions

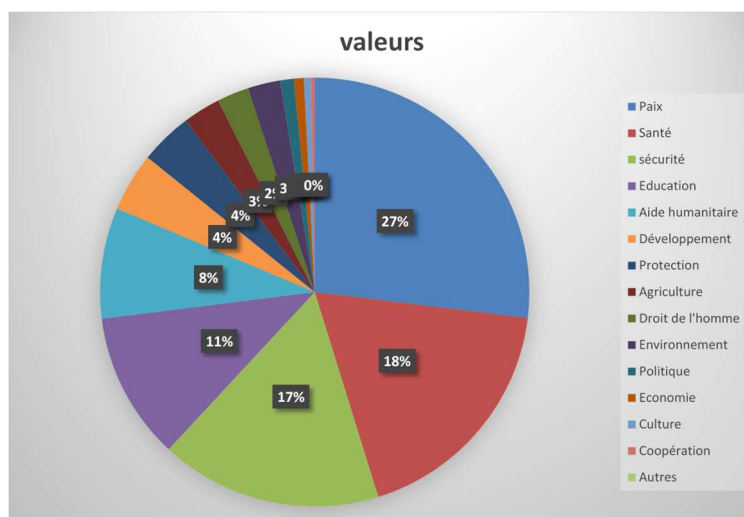
dans le système scolaire ou alors dans l'accessibilité à l'information avec des implications sur le niveau de culture générale des populations, surtout dans les villes de l'intérieur du pays. Mais c'est principalement la visibilité du Système des Nations unies sur le terrain qui interroge à travers ces données.

Les femmes connaissent moins les Nations unies que les hommes, soit 36,37% pour les femmes contre 44,04% pour les hommes. Si on prend en compte le niveau d'instruction des enquêtés, il ressort que les personnes ayant un niveau secondaire et supérieur ont une meilleure connaissance des Nations unies. C'est ce qui se traduit dans le tableau ci-dessous :

Nations unies	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Niveau d'instruction				
Sans instruction	0	48	89	137
Primaire	0	144	97	241
Secondaire	2	803	134	939
Supérieur	0	558	30	588
TOTAL	2	1553	350	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Graphique 1 : Connaissance des missions de l'ONU par la population.



Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Le maintien de la paix et la sécurité (44%), la santé et l'éducation (33%), dans une moindre mesure l'aide humanitaire (8%) et le développement (4%) sont les missions connues par les populations; les autres missions de l'ONU à savoir les Droits de l'homme, l'environnement et la coopération internationale ne sont que peu connues.

Tableau 5 : Connaissance des agences des Nations unies par la population enquêtée

Agences spécialisées de l'ONU	Non réponse	OMS	FAO	PNUD	ONU SIDA	UNESCO	UNICEF	FU-NUAP	UN HCR	UNOCA	TOTAL
Commune											
Oyem	53	271	191	150	173	320	297	29	68	41	1593
Mouila	42	324	157	168	185	307	301	30	56	32	1602
Lambaréné	86	264	133	100	119	255	235	23	36	22	1273
Libreville	131	473	231	233	274	397	391	39	152	48	2369
TOTAL	312	1332	712	651	751	1279	1224	121	312	143	6837

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

De ce tableau, il ressort que l'agence la plus connue est l'OMS, suivie de près par l'UNESCO et l'UNICEF. Alors que l'OMS est en tête dans la majorité des villes, c'est seulement à Oyem qu'elle est supplantée par l'UNESCO et l'UNICEF. Après ce trio de tête, arrivent l'ONUSIDA et la FAO, et après seulement le PNUD. L'UNOCA et le FNAUP occupent les dernières places de ce classement. Parmi toutes les villes, c'est à Lambaréné où les personnes enquêtées connaissent le moins les agences de l'ONU. Par ailleurs, la première place accordée à l'OMS dans la connaissance des agences onusiennes par les populations correspond au domaine d'intervention le plus connu, c'est-à-dire celui de la santé. Cf. **Annexe n°1**, p.27

Tableau 6 : Connaissance des agences des Nations unies par la population enquêtée en fonction du sexe

Agences spécialisées de l'ONU	Non réponse	OMS	FAO	PNUD	ONU SIDA	UNE SCO	UNICE F	FUNAP	UNHCR	UNOCA	TOTAL
Sexe											
Masculin	186	706	423	379	405	704	671	78	216	99	3815
Féminin	211	608	279	263	337	559	537	42	93	41	2923
TOTAL	397	1314	712	642	742	1263	1208	120	309	140	6847

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Dans l'ensemble, les femmes connaissent un peu moins les agences des Nations unies que les hommes. L'OMS, l'UNICEF et le FNUAP sont aussi moins connus chez les femmes que chez les hommes. Ce constat est d'autant plus significatif que les populations cibles de ces trois agences sont les femmes et les enfants. Dans cette étude, le niveau d'instruction détermine le niveau de connaissance des agences onusiennes. Ainsi, les femmes et les hommes ayant un bas niveau d'instruction connaissent moins les agences spécialisées des Nations unies. Ce

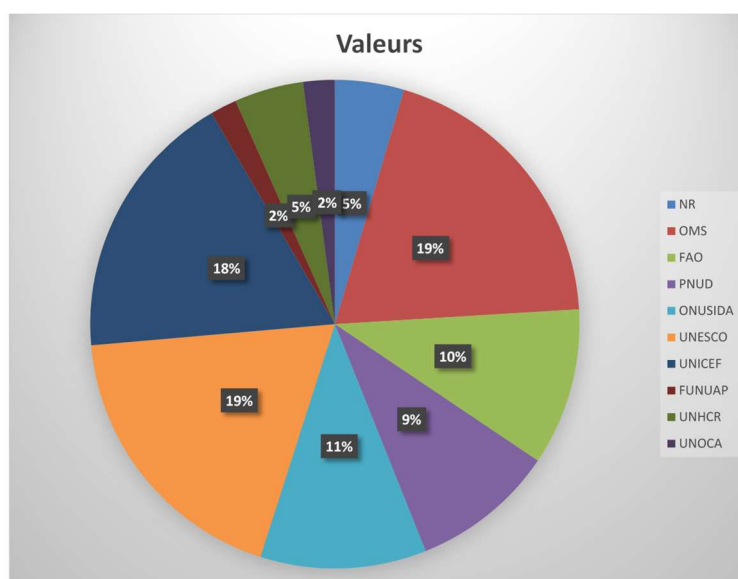
constant est plus marqué pour certaines agences, notamment l'UNHCR, le FNUAP et l'UNOCA comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 7 : Connaissance des agences de l'ONU en fonction du niveau d'instruction

Agences spécialisées de l'ONU	OMS	FAO	PNUD	ONU SIDA	UNESCO	UNICEF	FUNAP	UNHCR	UNOCA	NR	TOTAL
Niveau d'instruction											
Sans instruction	44	14	10	21	35	33	0	1	0	75	233
Primaire	128	40	23	52	100	91	3	6	5	85	533
Secondaire	616	306	241	318	629	603	38	95	41	104	2991
Supérieur	504	334	357	337	479	463	78	201	95	27	2875
TOTAL	1292	694	631	728	1243	1190	119	303	141	291	6632

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Graphique 2 : Connaissance des agences spécialisées de l'ONU par la population.



Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Le graphique ci-dessus indique, en valeurs relatives, les agences onusiennes les plus connues des populations. L'OMS, l'UNESCO et l'UNICEF sont connus à plus de 50% par les Gabonais, au moins dans les villes étudiées.

Tableau 8 : Connaissance des projets appuyés par les agences des Nations unies

Ville	Niveau de connaissance des projets appuyés par l'ONU au Gabon				Non réponse	Total
	Sexe					
	Homme		Femme			
	Oui	Non	Oui	Non		
Oyem	75	124	72	135	2	408
Mouila	67	146	50	136	2	401
Lambaréné	47	153	41	149	12	402
Libreville	177	192	112	196	16	693
Total	366	615	275	616	32	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Dans leur majorité, les enquêtés déclarent ne pas connaître les projets des Nations unies, soit 64,62% des personnes interrogées ; ce taux équivaut à 1/3 des enquêtés. En prenant en compte la situation de chaque ville, ce taux est plus élevé à Lambaréné avec 75% des personnes n'ayant aucune idée des projets des agences des Nations unies. Par contre, c'est à Libreville où la connaissance des projets appuyés par l'ONU est à peine meilleure avec 56% de la population déclarant ne pas connaître ces projets. Les hommes ont une meilleure connaissance des projets appuyés par le SNU dans les localités visitées.

Tableau 9 : Niveau de satisfaction des populations concernant les projets appuyés par les agences des Nations unies

Ville	Niveau de satisfaction des populations sur les projets appuyés par l'ONU au Gabon								Non réponse	TOTAL
	Sexe									
	Homme				Femme					
	Insatisfait	Satisfait	Très satisfait	Sans avis	Insatisfait	Satisfait	Très satisfait	Sans avis		
Oyem	26	36	10	3	20	43	4	4	262	408
Mouila	18	37	7	4	15	27	6	1	286	401
Lambaréné	10	28	10		3	22	15	1	313	402
Libreville	67	91	9	10	30	71	5	4	406	693
TOTAL	121	192	36	17	68	163	30	10	1268	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

De façon générale, les projets de l'ONU ne sont pas connus des populations (64,42%). Néanmoins, dans la proportion des personnes connaissant l'existence de ces projets, c'est-à-dire 1/3 des enquêtés, une majorité est satisfaite et très satisfaite, ce qui donne un pourcentage cumulé de 66%. Les femmes sont légèrement moins satisfaites que les hommes dans cette enquête.

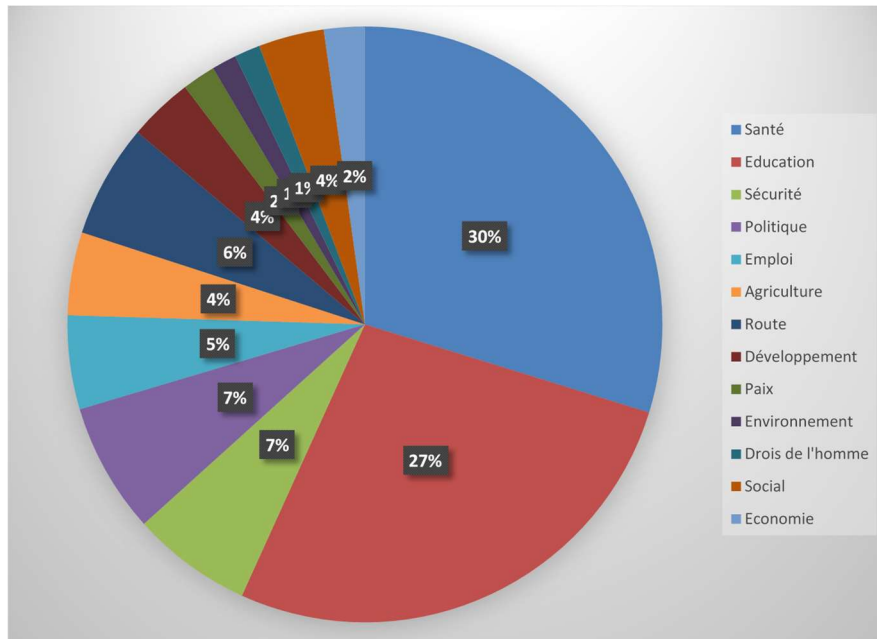
Tableau 10 : Niveau de perception de l’impact des projets appuyés par les agences des Nations unies par les populations

Ville	Niveau de perception de l’impact des projets appuyés par l’ONU par les populations au Gabon								Non réponse	TOTAL
	Sexe									
	Homme				Femme					
	Pas positif	Positif	Très positif	Sans avis	Pas positif	Positif	Très positif	Sans avis		
Oyem	18	38	12	7	12	46	5	7	263	408
Mouila	8	36	12	9	12	26	8	3	287	401
Lambaréné	7	33	7	1	2	22	13	2	315	402
Libreville	53	108	6	10	25	72	7	7	405	693
Total	88	215	37	27	51	166	33	19	1271	1905

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Sur le 1/3 des personnes qui connaissent les projets des Nations unies, 71,13% d’entre elles jugent également positif l’impact des projets de l’ONU. En tenant compte de la variable sexe, on remarque que l’appréciation des hommes est plus importante que celle des femmes, soit 39,74 % contre 31,38 %. Les personnes qui jugent défavorablement l’impact des actions du SNU ne représentent que 16,87%. Ce qui laisse penser que les phases de conception, d’exécution des projets ou des actions correspondent certainement à des schémas mieux maîtrisés.

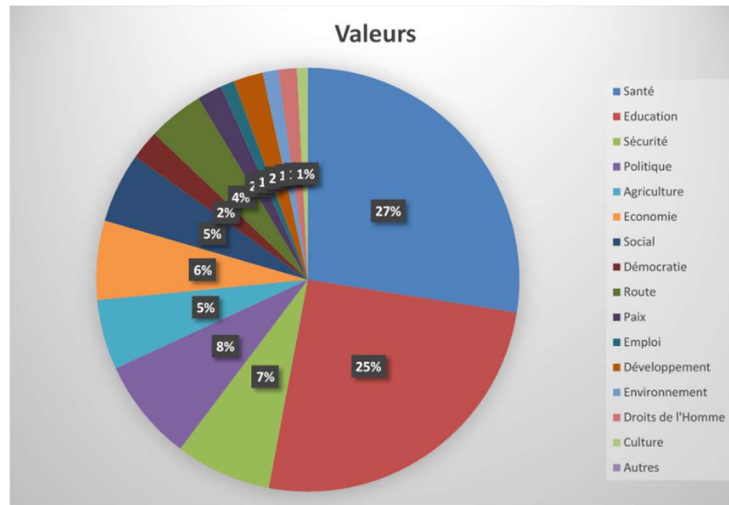
Graphique 3 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par la population enquêtée



Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Les domaines dans lesquels les populations souhaitent voir un grand appui de la part des agences onusiennes sont, par ordre de priorité, la santé (30%) et l'éducation (27%), soit plus de la moitié des personnes interrogées dans cette étude. Ces deux domaines font l'unanimité des priorités non seulement pour l'ensemble des enquêtés, mais également dans chacune des villes visitées. Bien loin, on retrouve les secteurs de la sécurité, la politique, l'emploi, l'agriculture, la route et le développement dont le degré d'importance varie en fonction des contextes de chaque localité. Ces souhaits expriment sûrement les besoins les plus urgents des populations, mais ils indiquent également les carences dans chacun des secteurs cités.

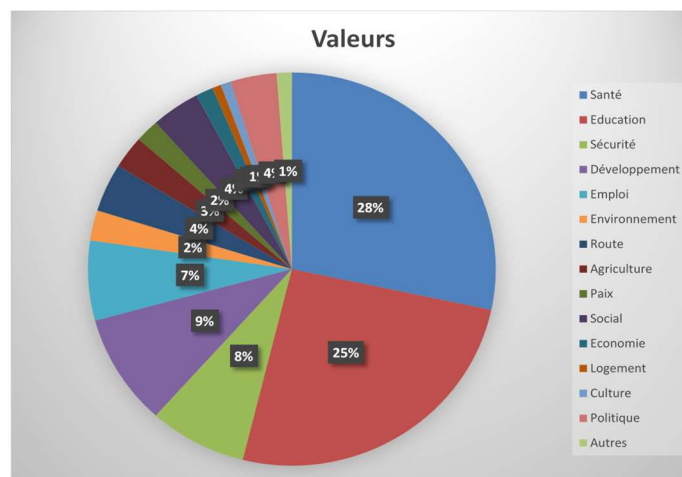
Graphique 4 : Les domaines d'intervention des Nations unies exprimés par la population de la commune d'Oyem



Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Pour les habitants de la commune d'Oyem, en dehors des secteurs de la santé et de l'éducation, leurs souhaits s'orientent en priorité vers les secteurs de la sécurité, de la politique, de l'agriculture, de l'économie et du social.

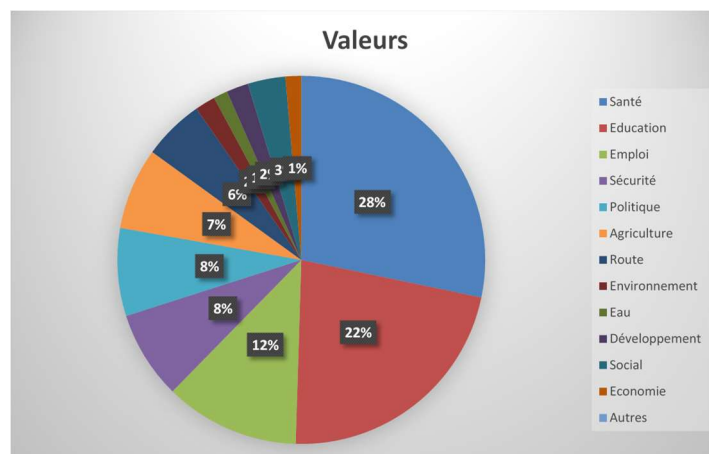
Graphique 5 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par les populations de la Commune de Mouila



Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

Au niveau de la commune de Mouila, après les secteurs de la santé et de l'éducation, les quatre secteurs dans lesquels les enquêtés souhaitent un soutien des Nations unies sont, par ordre d'importance, ceux du développement, de la sécurité, de l'emploi et de la route.

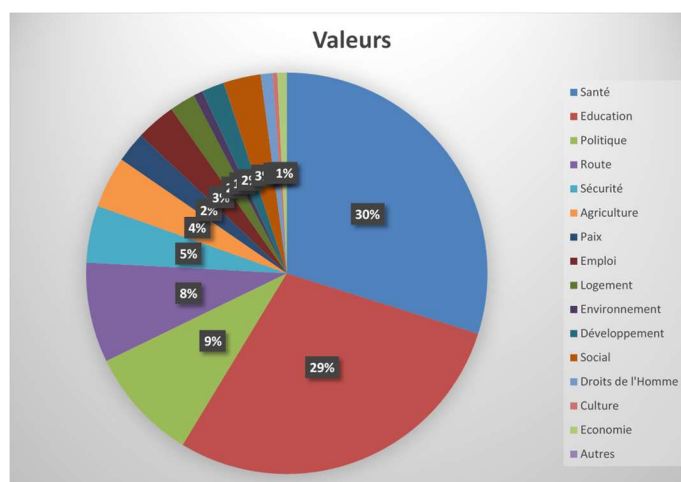
Graphique 6 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par les populations de la commune de Lambaréné



Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

S'agissant de la commune de Lambaréné, les secteurs qui talonnent la santé et l'éducation sont ceux de l'emploi, la sécurité, la politique, l'agriculture et la route.

Graphique 7 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par les populations de la commune de Libreville



Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

A Libreville, après les domaines de la santé et de l'éducation qui tiennent toujours le haut du pavé, les autres domaines dans lesquels les enquêtés veulent voir se pérenniser les actions des agences onusiennes sont la politique, la route, la sécurité et l'agriculture. On peut penser que les débats politiques qui animent la capitale du Gabon, le mauvais état des routes, l'insécurité qui y règne et les problèmes d'alimentation peuvent justifier ses souhaits.

Tableau 11 : Les raisons d'intervention (de l'ONU) exprimées par les populations

Ville	Les raisons d'intervention exprimées par les populations							
	Sexe							
	Homme				Femme			
	Corruption	Démission des pouvoirs publics	Transparence dans gestion	Autres	Corruption	Démission des pouvoirs publics	Transparence dans gestion	Autres
Oyem	99	73	130	33	92	76	112	36
Mouila	124	95	98	72	102	93	77	58
Lambaréné	119	71	88	47	95	65	83	55
Libreville	100	176	192	48	76	175	123	36
TOTAL	442	415	508	200	365	409	395	185

Source : GREPOD, Libreville, mars 2019

La majorité des personnes interrogées font confiance au Système des Nations unies dans la mise en œuvre et le suivi des projets, même lorsqu'elles ne connaissent ni l'ONU et ses missions, ni ses agences et encore moins les projets menés par celles-ci. Ce qui ressort de cette enquête, c'est que l'ONU présente des garanties en ce qui concerne principalement la transparence dans la gestion des projets. En effet, 47,40% des personnes interrogées reconnaissent à l'ONU cette aptitude et cette compétence. Il faut dire que les insuffisances en matière d'infrastructures sociales de base traduisent pour les populations un vide qui appelle une réaction de la puissance publique. Parmi les entités qui peuvent pallier à cette carence, l'ONU est perçue comme un acteur crédible en la matière.

III. SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

3.1 Synthèse

Au sortir de l'enquête, il ressort que les populations attendent du SNU des projets qui impactent leur cadre et condition de vie. Ceci contraste avec le cadre d'intervention officiel des Nations unies au Gabon, c'est-à-dire une assistance technique apportée au Gouvernement gabonais. Le statut international du Gabon qui le classe pays à revenu intermédiaire, classe supérieure valide le schéma d'intervention de l'ONU dans ce pays. Or, l'étude révèle que ce statut ne permet pas au pays de bénéficier des projets à impact direct dans les localités.

Après cette observation générale, d'autres enseignements importants ressortent également. Premièrement, l'étude a montré que les 2/3 des personnes enquêtées ne connaissent pas les actions des agences onusiennes au Gabon. Précisément, sur un total de 1905 enquêtés, 1231 déclarent ne pas connaître les actions des Nations unies. Cette méconnaissance s'explique par le défaut de vulgarisation des initiatives du SNU auprès des populations. Le phénomène s'amplifie encore parce que ces actions ou ces projets sont imputés (Cf. Annexe 2, p. 28) à d'autres acteurs au détriment du Système des Nations unies. Toutefois, parmi ceux qui connaissent, même moins nombreux, une majorité est satisfaite de l'impact de ces projets autant au niveau général qu'au niveau de chaque localité. Ici, se dégage donc un paradoxe entre la grande proportion des personnes qui ignorent les actions onusiennes et le sentiment majoritaire de satisfaction exprimé par la minorité informée des actions des agences de l'ONU. A ce stade de l'analyse et en tenant compte de ce constat, on peut formuler l'hypothèse selon laquelle les actions du Système des Nations unies pâtissent d'une insuffisance de vulgarisation.

Deuxièmement, en s'inscrivant dans une démarche prospective, cette étude donne des indications sur les secteurs prioritaires pour lesquels les agences onusiennes sont invitées à intervenir davantage. Les actions reconnues majoritairement par les enquêtés relèvent des secteurs de la santé et de l'éducation. C'est également dans ces mêmes secteurs que les populations aimeraient voir les agences s'investir beaucoup plus à l'avenir. Cela se traduit par un pourcentage de 57% en faveur de l'intervention de l'ONU dans ces deux domaines. Les autres domaines qui font l'unanimité tant au niveau général, qu'au niveau de chaque localité sont la sécurité, la politique, l'emploi, l'agriculture, la route et le développement. Ce constat dévoile la nature des besoins auxquels les Gabonais font face au quotidien et pour lesquels les solutions méritent d'être envisagées urgemment.

Troisièmement, cette étude révèle que le Système des Nations unies conserve auprès des populations, des responsables administratifs et des ONG un capital de confiance propice à la bonne mise en œuvre des projets. En ce qui concerne plus spécifiquement les populations, une grande majorité se dégage pour reconnaître à l'ONU sa capacité à garantir la transparence dans la gestion des projets. Cette confiance confère à l'Organisation internationale une légitimité à pérenniser ses actions sur le terrain, au moins dans les villes visitées, sinon au niveau national.

Quatrièmement, le Système des Nations unies au Gabon est nettement plus connue par les autorités administratives, les administrations déconcentrées, les collectivités locales et les ONG

que par les populations. S'il y a un effort particulier à faire par le SNU, c'est d'œuvrer à se faire connaître davantage auprès de ces dernières.

3.2 Recommandations générales

Au sortir de cette enquête, un certain nombre de recommandations sont à formuler :

❖ **Recommandations prioritaires :**

- 1) Mettre en place un service de communication inter-agence ayant pour but, entre autres, de vulgariser auprès des bénéficiaires toutes les initiatives et activités du Système des Nations unies au Gabon.**
- 2) Etendre la présente enquête à l'ensemble du pays pour disposer des informations plus globales avec des implications dans les politiques d'appui au niveau national.**

❖ **Recommandations secondaires :**

- Impliquer davantage les directions provinciales des administrations déconcentrées dans l'élaboration, l'exécution et le suivi des projets ;**
- Adapter les modalités d'appui en fonction des réalités locales tout en considérant les collectivités locales comme des acteurs stratégiques du développement ;**
- Renforcer les capacités opérationnelles des ONGs provinciales afin de diversifier le type de partenaires sur lesquels le SNU pourra s'appuyer sur le terrain ;**
- Veiller à une bonne articulation des acteurs divers impliqués (administrations déconcentrées, OSC) dans des actions de même nature sur le terrain pour plus d'efficacité et d'efficience ;**
- Allonger la durée des projets afin de bien apprécier leurs indicateurs de performance.**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population enquêtée en fonction du sexe et de l'âge.

Tableau 2 : Répartition de la population enquêtée en fonction du sexe et du niveau d'instruction.

Tableau 3 : Répartition de la population enquêtée en fonction du sexe et de la situation professionnelle.

Tableau 4 : Connaissance des Nations unies par la population enquêtée

Tableau 5 : Connaissance des agences des Nations unies par la population enquêtée.

Tableau 6 : Connaissance des agences des Nations unies par la population enquêtée en fonction du sexe.

Tableau 7 : Connaissance des agences de l'ONU en fonction du niveau d'instruction.

Tableau 8 : Connaissance des projets appuyés par les agences des Nations unies

Tableau 9 : Niveau de satisfaction des populations sur les projets appuyés par les agences des Nations unies.

Tableau 10 : Niveau d'impact des populations sur les projets appuyés par les agences des Nations unies.

Tableau 11 : Les raisons d'intervention (de l'ONU) exprimées par la population d'enquête.

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Connaissance des missions de l'ONU par la population.

Graphique 2 : Connaissance des agences spécialisées de l'ONU par la population.

Graphique 3 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par la population enquêtée.

Graphique 4 : Les domaines d'intervention des Nations unies exprimés par les populations de la commune d'Oyem.

Graphique 5 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par les populations de la Commune de Mouila.

Graphique 6 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par les populations de la commune de Lambaréné.

Graphique 7 : Les domaines d'intervention des Nations unies souhaités par les populations de la commune de Libreville.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des projets identifiés par les populations et appuyés par le Système des Nations unies au Gabon.

Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
Santé	263	Elections	3
Campagne de vaccination	172	Marché de MEDZENG	3
Education	86	Culture	2
VIH	85	Orphelinat	2
Agriculture	85	Droit de l'homme	2
Route	62	Alimentation	1
Dons	54	Club santé	1
Développement	50	Décolonisation	1
Ecole	37	Service social	1
Protection	35	Recensement	1
Formation	31	Programme de pêche	1
Campagne de sensibilisation	28	PDAR	1
Pavés	22	Palais de la jeunesse	1
Sécurité	21	OFNAS	1
Paix	17	Club ado	1
Dépistage	15	Informatique	1
TM 500	13	Emploi	1
Environnement	12		
Dons d'ambulance	10		
Réfugiés	9		
Politique	7		
SAMU social	7		
Aide humanitaire	3		

Annexe 2 : Les projets imputés au système des Nations unies

Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
Croix rouge	15	Religion	1
Projet graine	5	Bourses	1
IGAD	3	Subvention des salaires	1
WWF	3	Dons des calculatrices	1
Corps de la paix	2	Fibre optique	1
Détections des jeunes talents	1	Gabon 5000	1
Train my generation	1	Manœuvres militaires	1
Volontaires du progrès	1	GF	1

Annexe 3 : Questionnaire

Questionnaire de l'enquête sur la connaissance et la perception de l'action du système des Nations unies au Gabon

1. LOCALISATION DE LA ZONE

1.1. Commune 1.2. Quartier.....

2. PROFIL DE L'ENQUETE :

2.1. Sexe : 1 Masculin 2 Féminin

2.2. Groupe d'âge : 1 18-34 ans 2 35-50 ans 3 51 et plus 4 Non déclaré(e)

2.3 Niveau d'instruction : 1 Sans instruction 2 Primaire 3 Secondaire 4 Supérieur

2.4 Situation professionnelle : 1 Agent public 2 Privé 3 Sans emploi 4 Retraité

3. CONNAISSANCES DES MISSIONS DE L'ONU

3.1. Connaissez-vous l'Organisation des Nations unies (ONU) ? 1 Oui 2 Non

3.2. Quelles sont les missions de l'ONU que vous connaissez ?

1..... 2..... 3..... 4.....

3.3. Quelles sont les agences spécialisées de l'ONU que vous connaissez ?

OMS	FAO	PNUD
ONUSIDA	UNESCO	UNICEF
FNUAP	UNHCR	UNOCA

4. EVALUATION DU NIVEAU DE CONNAISSANCE DES ACTIVITES DE L'ONU AU GABON

4.1 Avez-vous connaissance des projets des agences de l'ONU dans votre localité ? 1 Oui 2 Non

4.2 Si oui, quelles sont les projets de l'ONU que vous connaissez dans votre localité ?

1..... 2..... 3..... 4.....

4.3 Etes-vous satisfait des projets réalisés par les agences spécialisées de l'ONU ?

1 Insatisfait 2 Satisfait 3 Très satisfait 4 Sans avis

4.4 Quel impact ces projets ont-ils eu dans le développement de la localité ?

1 Pas du tout positif 2 Positif 3 Très positif 4 Sans avis

5. SOUHAITS D'ORIENTATION DES ACTIVITES DE L'ONU AU GABON

5.1 Dans quel domaine souhaiteriez-vous que les agences de l'ONU interviennent le plus ?

1..... 2..... 3..... 4.....

5.2 Pour quelles raisons souhaiteriez-vous que l'ONU intervienne dans ces domaines ?

1 Corruption 2 Démission des pouvoirs publics 3 Transparence dans la gestion des projets

4 Autres.....

<p align="center">Guide Entretien sur la Connaissance et la perception de l'action du système des Nations unies au Gabon</p>

1) Connaissance des actions du système des nations unies

Avez-vous connaissance des actions des nations unies dans votre domaine d'activité ?

Si vous en connaissez, pouvez-vous donner des précisions?

Quels sont les implications de ses actions ou de ses projets ?

2) Les souhaits d'orientation des activités de l'ONU

Souhaitez-vous une orientation des actions ou des projets de l'ONU dans votre domaine ?

Sur quels aspects précisément ?

EQUIPE EN CHARGE DE L'ENQUETE

Coordonnateurs de l'enquête :

- Dr André ADJO, Chargé de recherche/CAMES, Co-Coordonnateur
- Dr Lucien MANOKOU, Chargé de recherche/CAMES, Co-Coordonnateur

Facilitateurs locaux pour la ville d'Oyem

- Dr Eric Damien BIYOGHE BI ELLA, Chargé de recherche/CAMES
- M. Juslain NDONG ASSEKO

Facilitateur local pour la ville de Mouila

- M. Yannick BOUASSA MAPAGA

Facilitateurs locaux pour la ville de Lambaréné

- M. Noé Nael MAMBOUNDOU NDJOSSOU
- Mme Célia AGUIMOURIMA MBADINGA

Equipe d'enquêteurs

- **Libreville :**
 - Caticia Rolande OZIMOH AMBOUROUET
 - Victor Thierry BEKALE BE ENGOHANG
 - Clara ABENG ENGONE
 - Samuel NGUEMA NGOUA
 - Diane ILOMBO
 - Landry MAHAKO MOKOBA
 - Peper BENGONO AKOGHE
 - Eve ONDO MEKEMEZA

- **Oyem**
 - Rhytial Boris BOUSSENGUI NGUEMA
 - Romaric NDONG ABESOLO ELLA
 - Sébastienne BILOGO MINTSA

- Océanne Thérèse ABORA MINANG
- Ange Glenn BOUMI
- Luguay Appolinaire ESSONO ONDO
- Patricia MEKUI M'ASSOUMOU
- Brigitte NNANG NDONG
- Patrice ELLA OBAME
- Béranger NDONG NGUEMA

- **Mouila**

- Luc MAPAGA NZIGOU
- Yannick BOUASSA MAPAGA
- Noria Fleur MABALA
- Ivain Fourier LEGHALA
- Kelvin Derek ROUNGOU
- Gatien Aymard Y'NDA BOUSSOU
- Davy DISSANE
- Lévy Armand MAYOMBOU
- Alban Chrol MAYOMBO
- Jôane BIBALOU

- **Lambaréné**

- Jessica KOUIMA
- Sidi OGOWET
- Elvys NZOUMBA
- Grâce TSONGA MBINA
- Noé Nael MAMBOUNDOU DJOSSOU
- Rauchaldie TCHITOMBI
- Elise NZAOU BOUBALA
- Esther NGOUA BRAOGO
- Thierno Mathieu DIGOSSOU

Equipe d'analyse des questionnaires

- Caticia Rolande OZIMOH AMBOUROUET
- Victor Thierry BEKALE BE ENGOHANG
- Diane ILOMBO
- Landry MAHAKO MOKOBA
- Giolène-Mathieu MOUCKITA
- Euloge Gabin IPEMBOUSSOU MBADINGA